

Prise de position de la Ligue Européenne de Coopération Economique

2 avril 2020

Une solidarité et une coordination audacieuses pour sauver les citoyens et le projet de l'UE

En tant qu'héritiers des fondateurs de la Ligue européenne de coopération économique (LECE¹), nous, présidents de la section internationale, des sections nationales et des commissions de la LECE, partageons les profondes préoccupations soulevées par la pandémie du COVID-19 qui a précipité l'UE dans une crise sanitaire et économique d'une ampleur que personne n'aurait pu prévoir. La férocité de la crise et son caractère global exigent une forte solidarité et une coopération à tous les niveaux, en particulier au niveau de l'UE. Il est grand temps pour les dirigeants européens de faire plus, de faire mieux, de le faire plus rapidement et de le faire ensemble au bénéfice de tous les citoyens de l'UE.

Un soutien sans équivoque à tous les efforts de l'UE pour contenir la pandémie et ses retombées sociales et économiques

La crise sanitaire actuelle provoquée par le virus Corona entraîne aujourd'hui l'économie mondiale dans une récession mondiale alors que trois milliards de personnes sont confinées sur la planète, tandis que des chaînes d'approvisionnement et des entreprises entières sont fermées. La pandémie du coronavirus implique une combinaison de chocs simultanés de la demande et de l'offre accentuée par une incertitude accrue. Cette situation menace l'emploi, a des répercussions sur les prix du pétrole et les conditions financières.

La lutte médicale et la lutte économique contre le COVID-19 sont intimement liées. Le Covid-19 représente un défi sans précédent pour les systèmes de santé en Europe et porte un coup majeur à l'économie de l'UE. La profondeur de la récession et le rythme de la reprise qui suivra dépendent essentiellement de l'efficacité des politiques extrêmes de confinement visant à étaler l'afflux dans les hôpitaux et à réduire au minimum le nombre de morts, ainsi que des mesures massives de soutien déjà prises pour protéger l'économie et des mesures de relance encore à prendre.

La LECE soutient pleinement les actions entreprises par les institutions européennes. Elle félicite la Commission Européenne pour ses multiples efforts, tels que l'Initiative d'investissement pour la réponse aux coronavirus, la suspension des règles budgétaires et des limitations du Pacte de Stabilité et de Croissance afin de permettre un soutien d'urgence à grande échelle ou pour la mise en place d'un cadre temporaire autorisant les aides d'État afin de protéger les entreprises et les emplois européens. Elle se félicite des interventions audacieuses et à grande échelle de la BCE et de la contribution du groupe BEI à la mobilisation des ressources.

¹ Créée en 1946, et ayant contribué au lancement du projet européen, la LECE, un des membres fondateurs du Mouvement Européen, est une association internationale à but non lucratif qui vise à promouvoir l'intégration au sein de l'UE, à développer l'esprit de coopération entre les Etats et les peuples européens au niveau institutionnel, économique, social, politique, et culturel et à renforcer le rôle de l'Europe dans le monde.

Les gouvernements nationaux se sont naturellement rapidement mobilisés pour soutenir leurs concitoyens, leurs systèmes de soins de santé et leurs économies. Ils ont adopté à une vitesse record des programmes sans précédent. Malheureusement, ces programmes nationaux sont confrontés à au moins deux écueils : Ils ne sont pas coordonnés entre les États membres de l'UE ; et ils manquent d'approche commune. Ces programmes sont donc d'efficacité inégale, menacent le marché intérieur et limitent l'efficacité des actions entreprises.

Dans ce contexte, il est profondément décevant que le Conseil européen ne se soit pas mis d'accord sur une réponse budgétaire commune à la crise sanitaire et aux conséquences financières connexes. Le manque de solidarité européenne constitue un danger existentiel pour l'UE. Le besoin d'une réaction européenne coordonnée et synchronisée devient plus fort d'heure en heure. Des décisions sont nécessaires d'urgence pour persuader les opinions publiques et les marchés financiers que les États membres les plus touchés par la pandémie peuvent compter sur la solidarité sans faille des autres. Le temps est venu de tirer pleinement parti des possibilités que nous permettent les traités.

Pour une coopération plus efficace, des actions plus audacieuses et une solidarité authentique

Comme la lutte sur le plan médical et la lutte sur le plan économique contre le COVID-19 sont intimement liées, une réponse européenne à deux volets est nécessaire pour relever les défis médicaux et économiques.

Premièrement, il est nécessaire d'assurer la fourniture à tous de soins de santé en partageant dans toute l'UE les coûts des tests, des mesures de prévention, des équipements de protection et des traitements médicaux. Des recherches récentes suggèrent fortement qu'un soutien considérable existe parmi les citoyens européens pour un cadre politique efficace centralisant l'approvisionnement, le stockage et l'allocation des médicaments. Les dirigeants de l'UE devraient d'urgence manifester une volonté commune d'accepter des dispositifs de solidarité pour faire face aux urgences sanitaires. La crise actuelle met en évidence le besoin aigu d'allouer des investissements considérables à la prévention des pandémies au niveau de l'UE. Un effort collectif est plus nécessaire que jamais et devrait se refléter dans le nouveau budget de l'UE.

Deuxièmement, alors que le COVID-19 est un choc exogène et symétrique qui touche tous les pays de l'UE, l'impact économique et social qui en résulte dépend de la profondeur de la pandémie, des conditions économiques et financières dominantes localement, de la résilience et des amortisseurs disponibles dans chaque région. Sans mesure pour assumer ensemble le fardeau fiscal et financier des difficultés, il existe un risque important que la crise pandémique entraîne de fortes divergences économiques et déclenche une nouvelle crise de la dette souveraine dans la zone euro. Il est donc impératif, dans les prochains jours, de s'entendre entre tous les États membres de la zone euro, et plus largement de l'Union européenne, sur une réponse budgétaire commune. Il faudrait faire effectivement en sorte que les coûts budgétaires de la crise pandémique soient financés dans des conditions identiques et avantageuses partout sans distinction.

Nous pensons, comme la LECE l'a proposé à plusieurs reprises (exemple, proposition d'Eurobills ou bons du Trésor à court et moyen terme), qu'une émission conjointe par les pays de la zone euro de titres de créance (euro-obligations COVID) pour un montant significatif est essentielle à la fois pour rassurer les marchés et soutenir les États membres frappés par cette crise exceptionnelle – à commencer par les plus touchés, mais sans s'y limiter. Si cette solution optimale ne pouvait pas être adoptée à court terme, d'autres options devraient être très rapidement mises en oeuvre. Une première option serait un nouvel instrument du Mécanisme européen de stabilité, caractérisé par

une conditionnalité très allégée (limitée à un suivi ex-post des fonds utilisés pour faire face à la crise pandémique), des taux ultra-bas et identiques pour tous les pays de la zone euro, même s'ils ne font pas appel à cette facilité, pour éviter toute stigmatisation à ceux qui devraient y avoir recours. Alternativement, ou de préférence en complément, un nouvel instrument permanent de l'UE pourrait être mis en place pour faire face à l'impact économique de chocs symétriques, tels que les crises sanitaires, avec la garantie du budget de l'UE, le cas échéant abondé par des ressources nationales. Prendre ces décisions audacieuses aurait l'avantage supplémentaire d'accroître la confiance en l'euro, de renforcer son rôle international, avec des effets positifs sur le parachèvement de l'Union bancaire et de l'Union des marchés des capitaux.

Les décisions devront certes tenir compte des émotions politiques divergentes des États membres. Mais l'empathie, le respect mutuel, la modération, la créativité et le sens de l'État sont les ingrédients nécessaires pour faire comprendre, quel que soit le mécanisme de soutien mutuel, que l'Union européenne est un projet d'espoir, de solidarité et de responsabilité. Le moment est venu de sauver des vies et de sauver l'Union européenne.

Bernard Snoy et d'Oppuers (Président LECE International), Rainer Boden (LECE International), Servaas Deroose (Conseiller du Président LECE International), François Baudu (LECE International), Javier Arias (LECE International), Andreas Grünbichler (LECE Autriche), Branco Botev (LECE Bulgarie), Frances Homs Ferret (LECE Espagne), Olivier Klein (LECE France), Wim Boonstra (LECE Pays-Bas et Commission Monétaire - LECE), Maciej Dobrzyniecki (LECE Pologne),), Antonio Martins da Cruz (LECE Portugal),), Radu Deac (LECE Roumanie), Thomas Cottier (LECE Suisse), Philippe Jurgensen (Commission Economique et Sociale - LECE), Senen Florensa (Commission Méditerranéenne - LECE).

Site internet de la LECE: www.elec-lece.eu